

QUELLES SOLUTIONS POUR FACILITER L'ACHAT OU LA LOCATION D'UN LOGEMENT ?

↳ Rapport final – Juin 2026

1 ère partie

Panorama de la consultation

Du **02.04.2026** au
28.05.2026

Les chiffres clés de la consultation

Quelles solutions pour faciliter l'achat ou la location d'un logement ?



16 348
participants



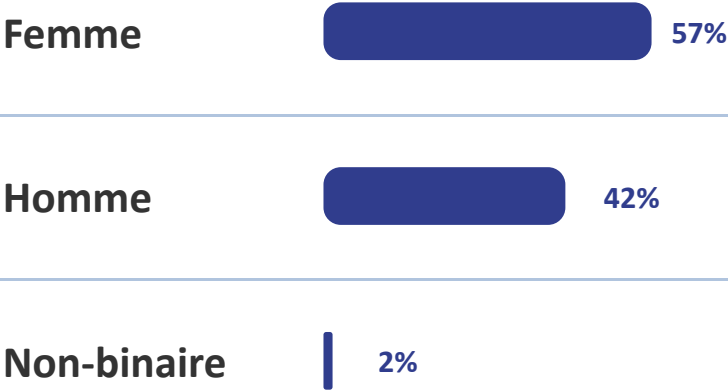
1 053
propositions
déposées



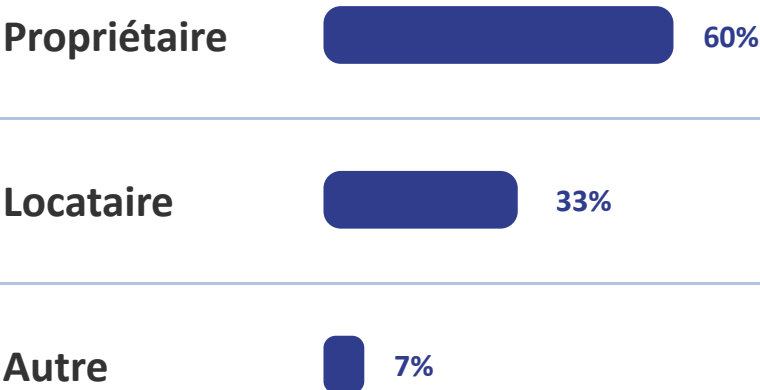
178 362
votes

Répartition de la participation à la consultation par genre, âge et situation

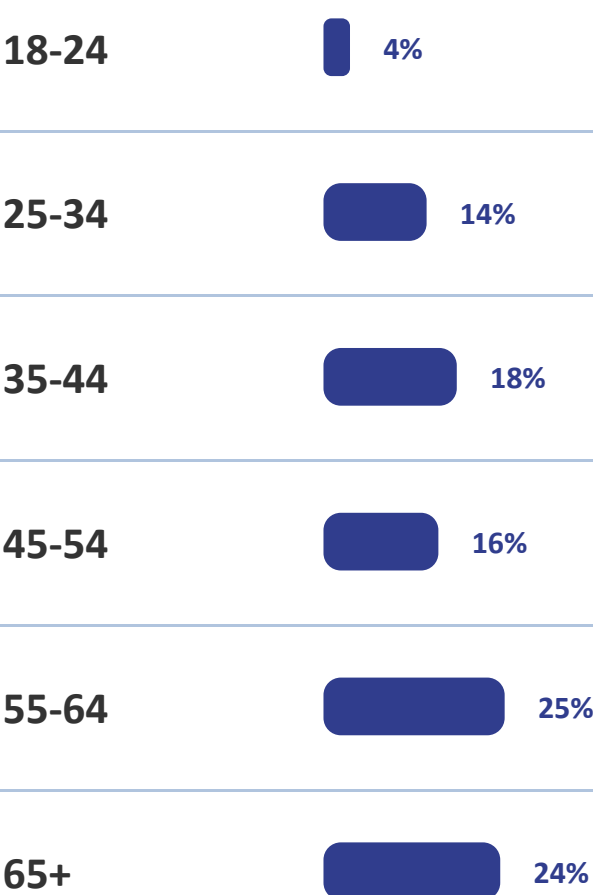
Participation par genre



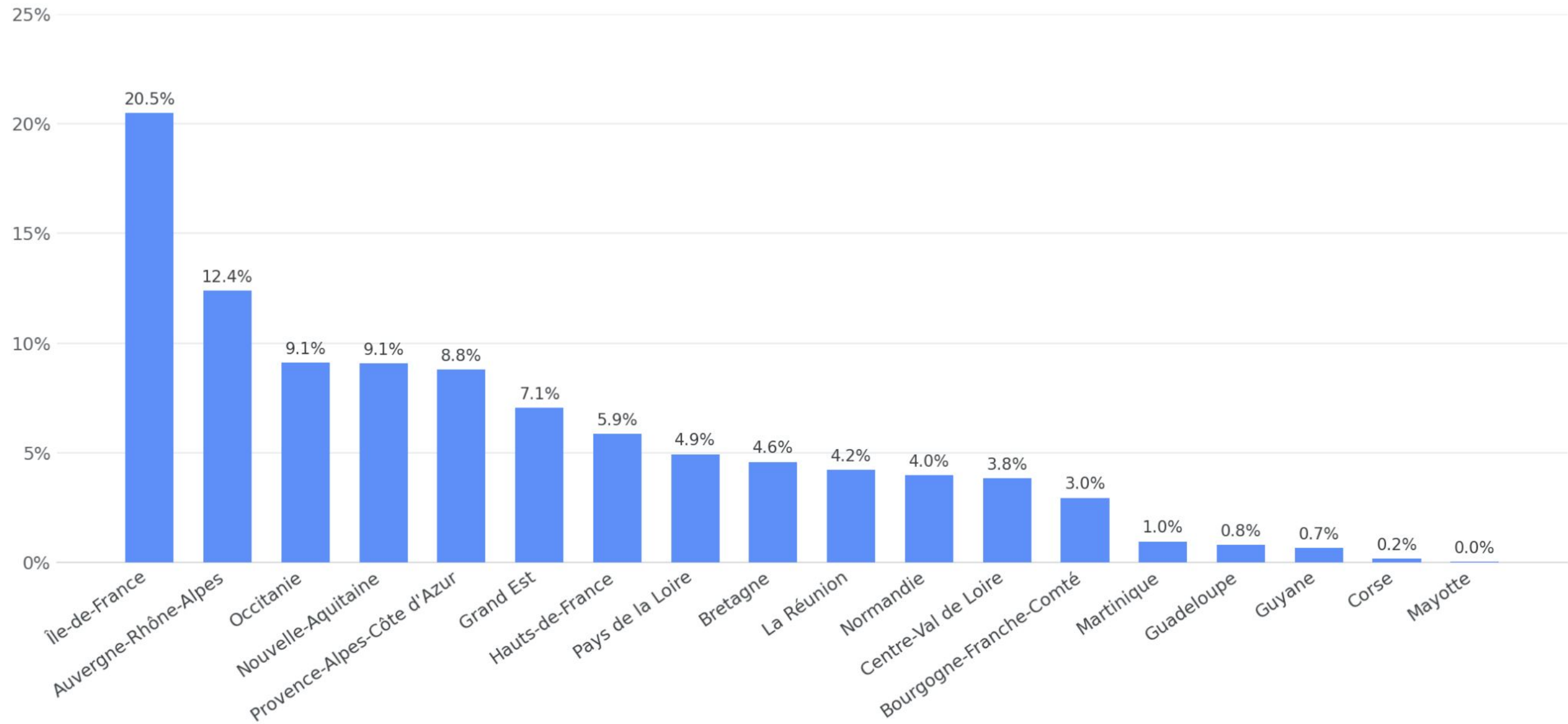
Êtes-vous...



Participation par âge



Répartition de la participation à la consultation par région*

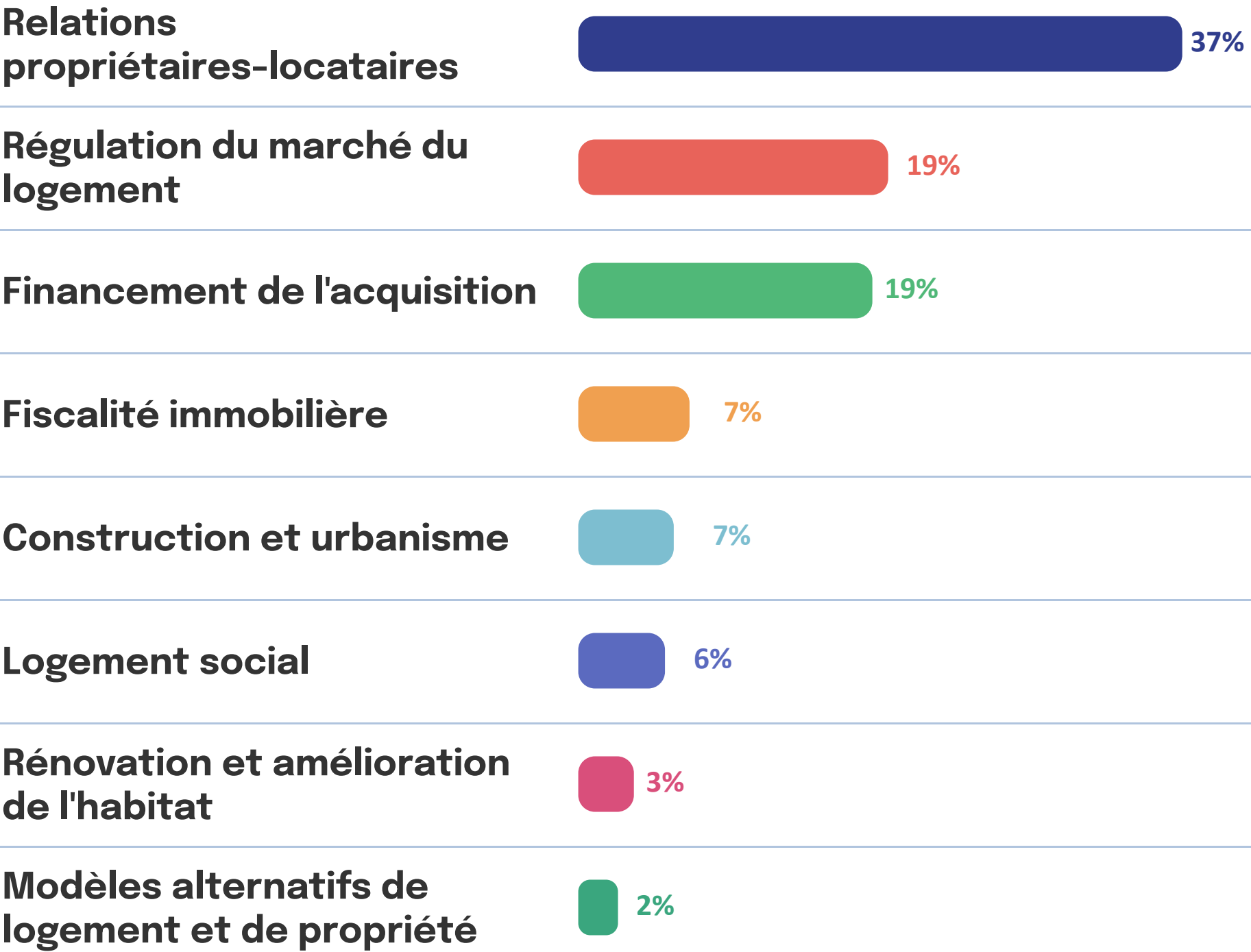


* Note : Les participants ont été interrogés sur leur département de résidence. Afin de faciliter la lecture des résultats, les données ont été regroupées et présentées à l'échelle régionale. Les résultats détaillés par département sont disponibles sur demande.

Les grands thèmes de la consultation

Ce dont les citoyens parlent

en % des 924 propositions validées



2^{ème} partie

Idées émergentes

Méthodologie d'analyse

1 053 PROPOSITIONS DÉPOSÉES SUR LA CONSULTATION
924 PROPOSITIONS VALIDÉES (*par la modération*)

Zone de consensus
Plus de 60% de votes pour



Zone de controverse
Moins de 60% de votes pour
Plus de 15% de votes contre



> 60% de votes contre
Repoussées

> 40% de votes neutre
Peu engageantes

Top plébiscitées

304 propositions

Minimum de 100 votes

Minimum de 67% de votes pour

Top controversées

171 propositions

Minimum de 100 votes

Maximum de 50% de votes pour

Minimum de 25% de votes contre

Elaboration des idées
par regroupement des
propositions similaires

**16 idées
plébiscitées**

**9 idées
controversées**

Analyse croisée des idées et des groupes sociodémographiques

Compare la perception des idées selon les groupes

- *Met en évidence les groupes où certaines idées suscitent plus ou moins d'adhésion*

Fiabilité des résultats

Test statistique χ^2

- *Évalue la significativité statistique des écarts entre les réponses d'un groupe et celles du reste des participants*

Critères appliqués

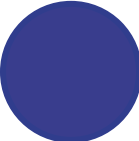
1. Groupes avec ≥ 50 votes par idée
2. Niveau de significativité minimal : 99,99 %
 - *Tous les résultats présentés dépassent ce seuil, garantissant une probabilité d'erreur inférieure ou égale à 0,01 %*
 - *Ce choix permet d'élargir l'analyse tout en maintenant un niveau élevé de fiabilité statistique*

L'agenda citoyen : 16 idées plébiscitées ; 9 idées controversées

 Idée plébiscitée
(≥ 5 propositions plébiscitées)

 Idée controversée
(≥ 5 propositions controversées)

Relations propriétaires- locataires

-  Accélérer les procédures d'expulsion pour impayés et squat
-  Renforcer la sécurité des propriétaires face aux impayés et aux squats
-  Mieux protéger les locataires face aux manquements des bailleurs
-  Instaurer un registre national des locataires mauvais payeurs

Régulation du marché du logement

-  Réorienter le marché locatif vers la résidence principale et la location longue durée
-  Encadrer et limiter les locations touristiques
-  Restreindre fortement ou interdire les locations touristiques de courte durée
-  Réformer le rôle du DPE dans la régulation du logement
-  Limiter la multipropriété et lutter contre la spéculation immobilière
-  Lutter fortement contre les logements vacants et sous-occupés
-  Alléger la réglementation pour stimuler l'offre locative

Financement de l'acquisition

-  Faciliter l'accès au crédit pour les primo-accédants
-  Assouplir les critères d'octroi de crédit immobilier
-  Renforcer et étendre le Prêt à Taux Zéro
-  Développer des modèles d'accession progressive à la propriété
-  Généraliser la location-accession pour accéder à la propriété

Fiscalité immobilière

-  Réduire les frais de mutation et d'acquisition immobilière
-  Réformer la taxe foncière
-  Surtaxer les logements sous-occupés et les résidences secondaires

Construction et urbanisme

-  Prioriser la réhabilitation et la conversion du bâti existant
-  Revitaliser les territoires en déclin afin de rééquilibrer le locatif

Logement social

-  Rendre le logement social temporaire et réévalué périodiquement
-  Réformer les critères d'éligibilité et de priorité des logements sociaux

Rénovation et amélioration de l'habitat

-  Renforcer les aides à la rénovation des logements

Modèles alternatifs de logement et de propriété

-  Développer l'habitat partagé et intergénérationnel

Thème 1

Relations propriétaires- locataires

Idée plébiscitée

Accélérer les procédures d'expulsion pour impayés et squat

39 propositions

(en moyenne 80% pour, 11% contre et 9% neutre)

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

L'**accélération et la simplification drastique des procédures d'expulsion** des **squatteurs** et des **locataires défaillants**.

L'objectif est de **protéger les propriétaires**, de **rassurer les bailleurs** et de **sécuriser le marché locatif** pour **augmenter l'offre de logements**.

Les participants réclament une **expulsion immédiate** des squatteurs, parfois dès l'intrusion, et une accélération significative pour les mauvais payeurs, via des procédures simplifiées, potentiellement sans tribunal.

Analyse par groupes sociodémographiques

Groupes plus favorables

65+ : +5 pts pour

Occitanie : +4 pts contre

Groupes moins favorables

18-24 : -20 pts pour

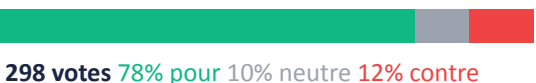
Locataires : -18 pts pour

25-34 : -9 pts pour

♥ Exemples de propositions consensuelles :

ewen, 62 ans

Il faut Comme en Italie, faire respecter le droit de propriété : expulsion immédiate (zéro délai), prison pour les squatteurs.



Phil

Il faut faciliter les expulsions des mauvais payeurs avec une procédure simple via un commissaire de justice, sans passer par le tribunal



Michele

Il faut pouvoir virer les squatteurs rapidement. Il est devenu impensable actuellement d'acheter pour louer.



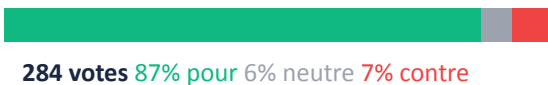
Pierre

Il faut renforcer les lois contre les impayés et les squatteurs. Il faut que les exécutions soient rapides



Sandy, 40 ans

Il faut une expulsion immédiate en cas d'occupation illégale d'un logement, loi anti-squat



Marie-Christine, 68 ans

Il faut pouvoir rassurer les futurs bailleurs en pouvant expulser plus rapidement les mauvais payeurs.



Idée plébiscitée

Renforcer la sécurité des propriétaires face aux impayés et aux squats

24 propositions

(en moyenne 80% pour, 10% contre et 10% neutre)

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Protéger davantage les propriétaires face aux **squats**, aux **impayés** et aux **locataires défaillants** ou malhonnêtes. Cette protection est nécessaire pour encourager la mise sur le marché de biens, éviter des exigences excessives aux locataires et restaurer la confiance des investisseurs. Elle passe à la fois par un renforcement des **recours juridiques**, notamment en facilitant **les saisies sur salaire** et en sanctionnant plus sévèrement les comportements abusifs, mais aussi par le développement de **garanties plus protectrices** contre les loyers impayés et les dégradations.

Analyse par groupes sociodémographiques

Groupes plus favorables

55-64 : +6 pts pour

65+ : +6 pts pour

Groupes moins favorables

18-24 : -32 pts pour

Locataires : -16 pts pour

♥ Exemples de propositions consensuelles :

Anne

Il faut défendre les bailleurs face aux locataires non respectueux du contrat et non l'inverse, actions immédiates, pas de textes stériles.



Myriam

Il faut plus de protection pour les futurs propriétaires face aux squatteurs et aux mauvais payeurs.



Angela

Il faut défendre les propriétaires contre les mauvais locataires, ce qui éviterait de demander 3 fois le montant du loyer à un locataire



Venita

Il faut que l'Etat publie une loi de protection des propriétaires contre les squats et leurs dégâts.



Didier

Il faut assurer plus de garanties aux propriétaires vis à vis des locataires qui ne paient pas leur loyer ou qui dégradent les biens



Jean, 42 ans

Il faut que les garanties de loyers impayés soit plus protectrices. C'est souvent limité en durée et en nombre de fois d'utilisation.



Idée plébiscitée

Mieux protéger les locataires face aux manquements des bailleurs

9 propositions

(en moyenne 72% pour, 14% contre et 14% neutre)

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Mieux protéger les locataires en renforçant le **contrôle de l'entretien** des logements et en **sanctionnant sévèrement** les bailleurs pour **l'insalubrité** ou la triche sur les surfaces. Il faut également **simplifier les recours** des locataires et encadrer légalement les **dépôts de garantie** pour éviter les abus.

Analyse par groupes sociodémographiques

Groupes plus favorables
Locataires : +16 pts pour

Groupes moins favorables
Hommes : -10 pts pour
35-44 : -9 pts pour

♥ Exemples de propositions consensuelles :

Silvia

Il faut créer un cadre légal pour les dépôts de garantie, afin d'éviter tout abus par les propriétaires.



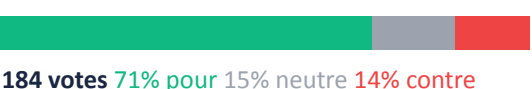
Magalie, 42 ans

Il faut punir sévèrement les propriétaires qui tentent de louer des logements insalubres ou vétustes.



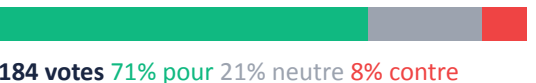
Flo, 66 ans

Il faut simplifier les recours des locataires contre les bailleurs qui n'entretiennent pas les logements : trop de délais et trop de frais.



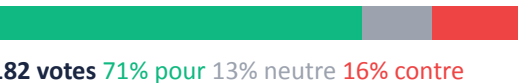
Maguerick, 65 ans

Il faut que les surfaces habitables soient clairement définies et les bailleurs lourdement sanctionnés lorsqu'ils trichent sur ce point.



Aurianne

Il faut obliger les propriétaires à entretenir leurs logements. Il y a beaucoup trop de logements insalubres



Annabelle

Il faut un vrai moyen de contrôle de l'entretien des logements par les propriétaires, pour réduire le nombre de logements loués insalubres



Idée plébiscitée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Instaurer un registre national des locataires mauvais payeurs

6 propositions

(en moyenne 71% pour, 18% contre et 11% neutre)

Les citoyens sont massivement
d'accord pour :

Instaurer un registre national ou une **base de données sécurisée** des **locataires mauvais payeurs**, consultable par les bailleurs (agences, syndicats, particuliers). Ce fichier, potentiellement géré par le gouvernement, viserait à **rassurer les propriétaires**, restaurer la confiance et **responsabiliser les locataires**.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

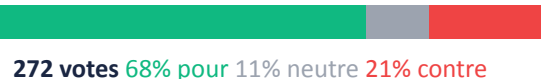
ewen, 62 ans

Il faut rassurer le bailleur en créant un fichier national sécurisé des locataires avec des impayés.
Accord du locataire pour consultation



Mickael

Il faut créer un fichier des mauvais payeurs comme aux Etats-Unis.



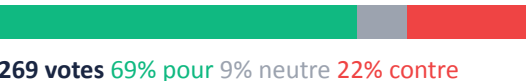
Martin, 26 ans

Il faut qu'un locataire mauvais payeur soit fiché auprès d'un fichier créé par le gouvernement pendant une durée, selon son cas.



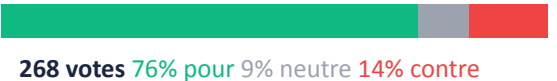
Laurence, 63 ans

Il faut créer un fichier des mauvais payeurs auprès des agences, des syndicats, et où tous les particuliers loueurs peuvent adhérer.



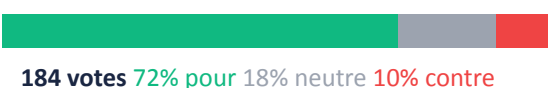
Pauline

Il faut créer une base de données consultable par les bailleurs référençant les locataires en impayé, pour restaurer plus de confiance.



Pat, 63 ans

Il faut responsabiliser les mauvais payeurs en signalant les situations aux différentes instances pour un suivi cohérent et efficace



Thème 2

Régulation du marché du logement

Idée plébiscitée

Réorienter le marché locatif vers la résidence principale et la location longue durée

13 propositions

(en moyenne 73% pour, 12% contre et 15% neutre)

Analyse par groupes
sociodémographiques

Aucune différence significative n'a été
observée.

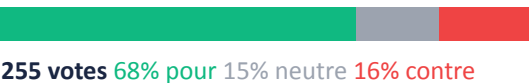
Les citoyens sont massivement
d'accord pour :

Il est essentiel de **réorienter le marché locatif** vers la **résidence principale** en **encourageant la location longue durée** et en **réduisant drastiquement la location saisonnière**, notamment dans les zones touristiques. L'objectif est de garantir des logements à l'année pour les **travailleurs** et les **étudiants**, rendant ainsi le long terme plus attractif pour les investisseurs. Cela passe par une **fiscalité** plus **avantageuse** pour les locations à l'année et moins favorable pour les locations saisonnières.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

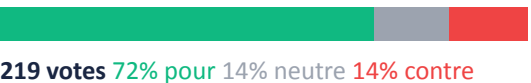
Mathieu

Il faut que les locations étudiantes soient d'un an plein, renouvelables de plein droit pendant la durée des études.



Odile, 66 ans

Il faut encourager la location longue durée et ne plus favoriser la location saisonnière dans les zones touristiques (cf la Réunion)



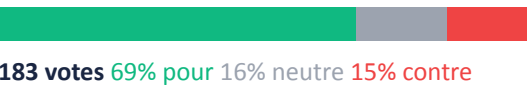
Sandy, 40 ans

Il faut plus de réduction d'impôts pour inciter à la location à l'année pour concilier l'intérêt du propriétaire et l'accès aux logements



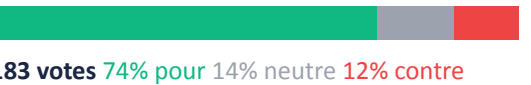
Suzanne

Il faut arrêter les locations saisonnières hors de prix, et louer à l'année, ou à des étudiants hors saison, à un prix raisonnable



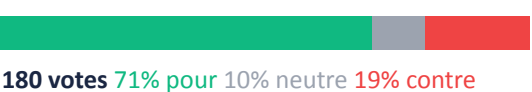
Robert, 71 ans

Il faut favoriser le marché de la location destiné à la résidence principale.



Monique, 68 ans

Il faut réduire les locations saisonnières pour que ceux qui travaillent aient un logement à l'année



Idée plébiscitée

Encadrer et limiter les locations touristiques

10 propositions

(en moyenne 74% pour, 14% contre et 12% neutre)

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Encadrer et limiter les locations

touristiques et saisonnières, notamment via des plateformes comme Airbnb, afin de préserver l'offre de logements pour les **habitants permanents**. Cette régulation vise à remettre des biens sur le marché pour **l'achat** ou la **location** à l'année, particulièrement dans les **zones tendues**, et à maîtriser l'impact sur les **loyers**.

Analyse par groupes sociodémographiques

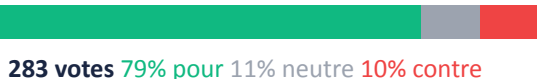
Groupes plus favorables
Locataires : +9 pts pour

Groupes moins favorables
Hommes : -8 pts pour

♥ Exemples de propositions consensuelles :

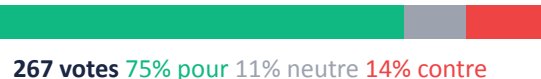
Pauline, 33 ans

Il faut limiter la proportion de meublés touristiques dans les villes en zone tendue car c'est dur de trouver à se loger pour les locaux



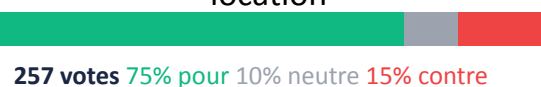
Mamma Gwenn, 50 ans

Il faut réguler les Airbnb et autres plateformes, pour avoir encore des biens immobiliers à acheter.



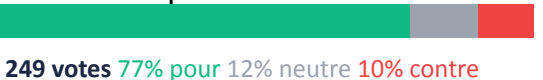
Thomas

Il faut limiter les locations saisonnières, type Airbnb, qui influent sur le montant des loyers des personnes qui cherchent une location



Camille, 24 ans

Il faut encadrer la location d'habitats résidentiels pour le tourisme pour conserver assez de logements pour les habitants permanents.



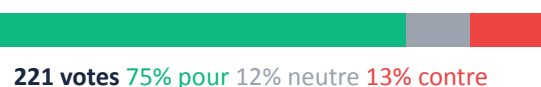
Orianne, 34 ans

Il faut plafonner le nombre de Airbnb dans les villes pour remettre sur le marché des biens à l'achat ou à la location à l'année.



Kevin

Il faut encadrer les locations courte durée pour les logements de type Airbnb.



Idée controversée

Restreindre fortement ou interdire les locations touristiques de courte durée

8 propositions

(en moyenne 38% pour, 37% contre et 25% neutre)

Analyse par groupes
sociodémographiques

Groupes plus favorables
Locataires : +19 pts pour

Groupes moins favorables
Hommes : +12 pts contre

Les citoyens se divisent sur :

Une **interdiction** ou une **suppression** pure et simple des locations de type **Airbnb**, particulièrement pour les **résidences secondaires**. D'autres suggèrent de **limiter** drastiquement la durée de location des résidences principales, de les **rattacher à l'hôtellerie**, ou d'obliger leur **transformation** en logements à l'année, souvent avec une **taxation** accrue.

⚡ Exemples de propositions controversées :

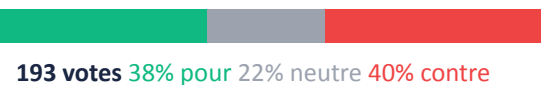
Mathieu

Il faut limiter à 5 semaines la location de son logement principal et taxer les loyers ainsi perçus.



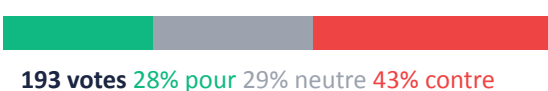
Anthony, 49 ans

Il faut supprimer les locations type Airbnb



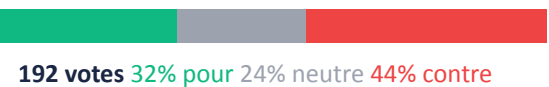
Jorge

Il faut interdire les Airbnb



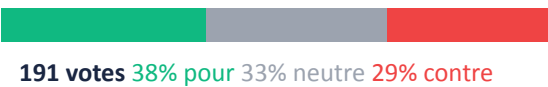
Mathieu

Il faut interdire les locations saisonnières ou de type Airbnb pour les résidences secondaires



Christophe, 53 ans

Il faut que ceux qui veulent louer en Airbnb soient obligés de louer autant de biens en Airbnb que de biens de locataire à l'année.



Christophe, 53 ans

Il faut que chaque location saisonnière soit obligatoirement transformé en un autre logement loué à l'année !



Idée controversée

Limiter la multipropriété et lutter contre la spéculation immobilière

6 propositions

(en moyenne 46% pour, 34% contre et 19% neutre)

Analyse par groupes
sociodémographiques

Groupes plus favorables
Locataires : +28 pts pour

Groupes moins favorables
Hommes : +15 pts contre

Les citoyens se divisent sur :

La limitation de la multipropriété et la lutte contre la spéculation immobilière, avec des propositions visant à encadrer strictement, notamment en zones tendues, le nombre de biens détenus et à freiner par exemple le nombre de reventes de biens afin de libérer des logements et faciliter l'accès à la propriété.

⚡ Exemples de propositions controversées :

Elsa, 31 ans

Il faut limiter ou interdire le fait d'être multipropriétaire dans les zones tendues pour permettre l'accès au logements des primo accédants



193 votes 43% pour 19% neutre 39% contre

Rémi, 31 ans

Il faut limiter le nombre de biens possédés par une personne/entreprise en zone tendue pour permettre à tout le monde de se loger (max 3)



196 votes 46% pour 18% neutre 36% contre

Mael, 32 ans

Il faut limiter la multipropriété qui nuit au marché de la location, ET au marché de l'achat, en raflant tous les biens disponibles...



166 votes 47% pour 18% neutre 35% contre

Michel

Il faut arrêter la spéculation immobilière et plafonner les loyers selon des critères précis. Créer une sécurité sociale du logement



164 votes 49% pour 18% neutre 32% contre

Guillaume, 33 ans

Il faut limiter la multipropriété locative pour libérer des biens à la vente



192 votes 44% pour 23% neutre 33% contre

Mael, 32 ans

Il faut lutter contre la spéculation immobilière en imposant un plafond d'augmentation maximal du prix de revente (par années de détention)



165 votes 49% pour 20% neutre 32% contre

Idée controversée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Réformer le rôle du DPE dans la régulation du logement

6 propositions

(en moyenne 44% pour, 36% contre et 20% neutre)

Groupes moins favorables
25-34 : -10 pts pour

Les citoyens se divisent sur :

Le rôle du DPE dans la régulation du logement, entre ceux qui souhaitent en **limiter** fortement la portée, voire le **supprimer** ou le **rendre uniquement indicatif** afin de fluidifier les transactions et ne pas freiner les achats et locations, et ceux qui défendent son maintien voire son **renforcement** pour interdire ou encadrer les logements énergivores et encourager la rénovation du parc immobilier.

⚡ Exemples de propositions controversées :

Maria R

Il faut supprimer cette histoire de jugement de la DPE G, F, etc. Totalement artificielle pour des milliers de logements tout type confondu.



168 votes 37% pour 22% neutre 41% contre

Corinne

Il faut que le DPE soit indicatif. Cela ne doit pas faire peur aux acheteurs qui bloquent dès que la lettre E apparaît sur une annonce



164 votes 44% pour 18% neutre 38% contre

Michèle, 70 ans

Il faut supprimer l'obstacle du diagnostic thermique. Chacun doit pouvoir vendre et acheter librement.



162 votes 40% pour 12% neutre 48% contre

Nicolas, 49 ans

Il faut faire respecter la loi interdisant les Logements avec une DPE en G et limitant la locations à 9 €/m² ceux avec une DPE en D, E, F.



164 votes 50% pour 16% neutre 34% contre

Sandy, 40 ans

Il faut que l'obligation du DPE soit suspendue, remplacée par une feuille de route qui incite aux petits travaux à fort impact



188 votes 44% pour 28% neutre 29% contre

Sandy, 40 ans

Il faut supprimer le nouveau DPE qui concerne les parties communes des immeubles. Aucun sens et cela dé motive les investisseurs.



163 votes 48% pour 27% neutre 26% contre

Idée controversée

Alléger la réglementation pour stimuler l'offre locative

5 propositions
(en moyenne 42% pour, 37% contre et 21% neutre)

Analyse par groupes
sociodémographiques

Groupes plus favorables
Hommes : +16 pts pour

Groupes moins favorables
Locataires : -21 pts pour

Les citoyens se divisent sur :

Déréguler le marché locatif propose de **supprimer l'encadrement et le blocage des loyers**, perçus comme des freins, afin de stimuler l'offre, financer la rénovation et laisser l'**offre et la demande** réguler naturellement. Une autre proposition vise à étendre la durée de location de la résidence principale à cinq mois par an dans les grandes villes.

⚡ Exemples de propositions controversées :

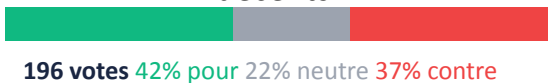
Isabelle

Il faut qu'un propriétaire dans une grande ville ait le droit de louer sa résidence principale 5 mois par an (limite actuelle 3)



Christophe

Il faut supprimer l'encadrement des loyers pour permettre de financer la rénovation et la rénovation thermique. Des lieux décents.



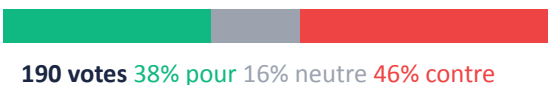
Bernard, 72 ans

Il faut supprimer le blocage des loyers dans le secteur privé.



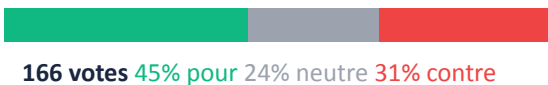
Bernard, 72 ans

Il faut interdire l'encadrement des loyers qui est un frein à l'attractivité du marché immobilier !



Pascale, 65 ans

Il faut arrêter de réglementer pour que l'offre et la demande régulent naturellement le marché de l'investissement et de la location



Idée controversée

Lutter fortement contre les logements vacants et sous-occupés

5 propositions

(en moyenne 40% pour, 43% contre et 17% neutre)

Analyse par groupes
sociodémographiques

Groupes plus favorables
Locataires : +28 pts pour

Groupes moins favorables
Hommes : +15 pts contre

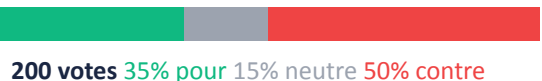
Les citoyens se divisent sur :

Mobiliser les logements inoccupés et les résidences secondaires dans les **zones tendues**. Elles suggèrent d'**interdire** ces usages ou d'**obliger les propriétaires à louer** à l'année, voire 9 mois, ou à vendre. Des mesures radicales comme la possibilité pour les maires de **loger de force** les occupants sont envisagées, soulevant des questions sur l'atteinte au droit de propriété.

⚡ Exemples de propositions controversées :

melissa

Il faut que les logements secondaires soient loués pour éviter d'avoir des personnes sans logement.



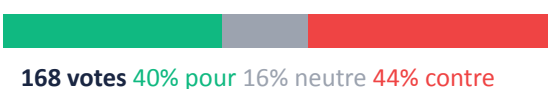
Elsa, 31 ans

Il faut interdire les logements vacants en zone tendue : obliger les propriétaires à les louer à l'année ou à les vendre.



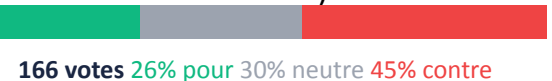
Christelle, 41 ans

Il faut interdire les résidences secondaires dans les zones tendues comme les zones littorales.



Fabrice, 134 ans

Il faut obliger les propriétaires de résidences 2nd à louer 9mois (ex 05: pas de logement, prix élevé passoire => pas d'ouvrier pour artisan)



Mael, 32 ans

Il faut s'inspirer de Bruxelles pour lutter contre le logement vacant: laisser vide plus d'1an y est illégal et le maire peut loger de force



■ % votes "pour" ■ % votes "neutre" ■ % votes "contre"

Thème 3

Financement de l'acquisition

Idée plébiscitée

Faciliter l'accès au crédit pour les primo-accédants

16 propositions

(en moyenne 75% pour, 11% contre et 14% neutre)

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Faciliter l'accès au crédit et à la **propriété** pour les **primo-accédants**, notamment les jeunes ménages et familles, en proposant des **offres de prêts spécifiques, avantageuses** et à **taux bas**. Cela inclut l'élargissement des dispositifs existants, la réduction des **frais de notaire** et la réorientation des aides vers cette catégorie, considérée comme clé pour débloquer le marché et favoriser l'accès à des logements abordables et rénovés.

Analyse par groupes sociodémographiques

Groupes plus favorables

Locataires : +11 pts pour

55-64 : +7 pts pour

Groupes moins favorables

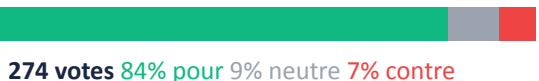
Hommes : -10 pts pour

Île-de-France : +6 pts contre

♥ Exemples de propositions consensuelles :

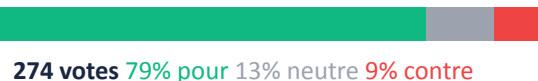
Philippe, 69 ans

Il faut faciliter les prêts pour les primo-accédants et développer des logements abordables.



Bernard, 72 ans

Il faut favoriser la primo accession à la propriété pour les familles par des prêts à taux bas.



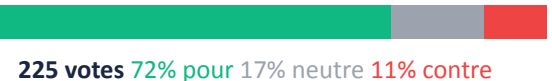
Ludivine

Il faut faciliter les financements pour les primo-accédants (neuf ou ancien), élargir au-delà du PTZ. Les primo débloquent le marché.



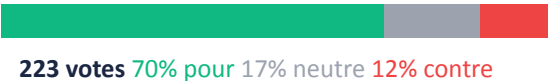
Phil, 58 ans

Il faut faciliter l'accès à la propriété de la résidence principale & la rénovation énergétique pour les primoaccédants par des mesures choc



Florence, 58 ans

Il faut arrêter de subventionner les multi-propriétaires et privilégier les primo-accédants puisque ce sont eux qui ont du mal à se loger.



Manuela, 44 ans

Il faut obliger les banques à baisser les taux pour les primo-accédants



Idée plébiscitée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Assouplir les critères d'octroi de crédit immobilier

9 propositions

(en moyenne 74% pour, 10% contre et 17% neutre)

Les citoyens sont massivement
d'accord pour :

Assouplir les critères d'octroi de crédit immobilier en diminuant les **frais de notaire** pour les primo-accédants et en réintroduisant le principe du **reste à vivre**.

Les banques devraient accepter l'**AAH** et les revenus des **non-CDI**, tout en permettant aux **séniors** d'emprunter et en basant la capacité d'emprunt sur le **loyer actuel**.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

Shealynn, 43 ans

Il faut que les banques acceptent l'AAH dans les revenus lors d'une demande de prêt. Pour permettre aux handicapés de devenir propriétaire.



273 votes 78% pour 15% neutre 7% contre

Morgan, 47 ans

Il faut que la Banque de France revienne au principe du "reste à vivre" pour définir la capacité d'emprunt. Il en va de la relance du marché



263 votes 75% pour 18% neutre 7% contre

Sandy, 40 ans

Il faut diminuer les frais de notaire pour les primo accédants, assouplir le taux d'endettement tout en gardant la sécurité du système.



261 votes 75% pour 14% neutre 11% contre

Christophe, 53 ans

Il faut que les banques reconnaissent que si on loue un bien avec un certain budget, qu'on puisse emprunter avec ce même budget !



235 votes 77% pour 18% neutre 5% contre

Sissi

Il faut donner la possibilité aux séniors d'emprunter pour un achat immobilier, comme aux USA



223 votes 75% pour 16% neutre 10% contre

Cathou, 41 ans

Il faut que les banques acceptent les prêts quel que soit l'âge pourvu qu'on puisse rembourser car elles ont des aides publiques.



183 votes 72% pour 15% neutre 13% contre

Idée plébiscitée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Renforcer et étendre le Prêt à Taux Zéro

10 propositions

(en moyenne 76% pour, 10% contre et 14% neutre)

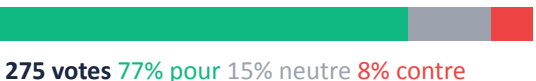
Les citoyens sont massivement
d'accord pour :

Renforcer et d'étendre le Prêt à Taux Zéro
pour les **jeunes acquéreurs** et
primo-accédants, y compris dans l'**ancien**. Il
faut augmenter les plafonds, corrélér les
aides au **pouvoir d'achat réel**, et prévoir des
dispositifs pour les **familles** (par enfant)
ainsi que des prêts d'**entreprises**.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

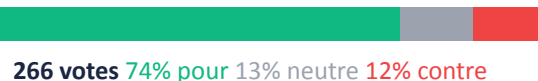
Rémi, 31 ans

Il faut augmenter le plafond du
prêt à taux zéro pour les
primo-accédants, les montants
empruntables sont trop faibles



Pauline, 33 ans

Il faut généraliser le prêt à taux
zéro pour les jeunes acquéreurs
(les moins de 30 ans)



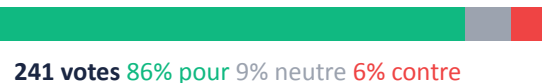
Frederic, 56 ans

Il faut permettre aux entreprises
d'accorder des prêts à taux zéro
pour faciliter le logement de ses
employés.



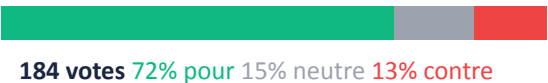
Orianne, 34 ans

Il faut proposer un prêt à taux zéro
pour un premier achat dans
l'ancien comme c'est le cas pour
du neuf.



Leonce

Il faut un prêt a taux zéro ou très
bas



LUDTKE, 35 ans

Il faut que les aides de l'Etat (prêt
à taux zéro pour l'accession à la
propriété) soient corrélées avec le
pouvoir d'achat de la vie réelle



Idée plébiscitée

Développer des modèles d'accession progressive à la propriété

7 propositions

(en moyenne 73% pour, 10% contre et 16% neutre)

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Développer des modèles d'**accession progressive à la propriété**, notamment via la **location avec option d'achat** et la **location-vente**. Ces dispositifs permettraient d'acquérir son logement petit à petit, s'inspirant des **coopératives**, et offriraient une alternative aux financements bancaires classiques, facilitant **l'investissement pour les jeunes**.

Analyse par groupes sociodémographiques

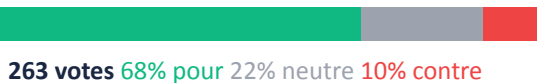
Groupes plus favorables
Locataires : +13 pts

Groupes moins favorables
Hommes : -12 pts pour

♥ Exemples de propositions consensuelles :

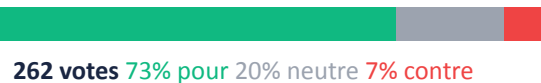
Guillaume, 33 ans

Il faut pouvoir acquérir son logement petit à petit (modèle inspiré des coopératives).



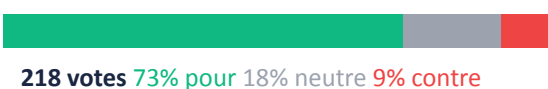
nadia, 60 ans

Il faut remettre des locatifs avec possibilité d'accession à la propriété



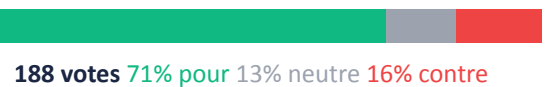
Marika, 48 ans

Il faut plus de location achat car tout le monde ne veut pas forcément passer par une banque pour être bien logé



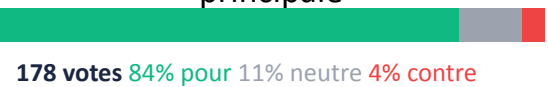
Sarah

Il faut que la location avec option d'achat puisse se démocratiser pour que davantage de foyers puisse accéder à la propriété



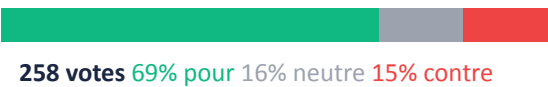
Corinne

Il faut améliorer l'accès à la location vente pour les jeunes qui ont un revenu correct et qui veulent investir tôt en résidence principale



Catherine

Il faut ressortir la loi Borloo qui consiste à permettre aux locataires d'acheter leur bien occupé depuis 30 ans !



Idée controversée

Généraliser la location-accession pour accéder à la propriété

8 propositions

(en moyenne 39% pour, 34% contre et 27% neutre)

Analyse par groupes
sociodémographiques

Groupes plus favorables
Locataires : +32 pts pour

Groupes moins favorables
Bretagne : -22 pts pour

Les citoyens se divisent sur :

La généralisation de la **location-accession** et du **leasing immobilier** pour l'accès à la propriété propose de transformer les loyers en capital d'acquisition. Les points problématiques incluent l'instauration d'un droit d'achat pour les locataires, souvent **sans apport** ou avec **décote**, et l'obligation d'étendre ces dispositifs à tous les biens, impactant fortement les propriétaires et la liberté de vente.

⚡ Exemples de propositions controversées :

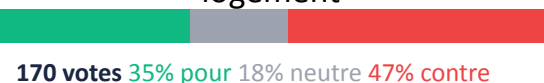
Sophie

Il faut lancer le leasing immobilier avec option d'achat Modèle LOA



Marie-Pierre, 69 ans

Il faut arrêter les loyers : toute somme versée chaque mois pour se loger doit constituer un capital à vie = acquisition de son logement



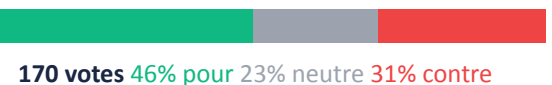
Guillaume

Il faut qu'après 15 ans de location, le locataire ait la possibilité d'acheter le logement avec une décote par rapport au marché actuel



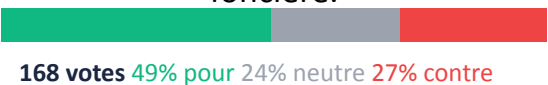
Nicolas, 49 ans

Il faut que la location-vente soit accessible pour tous les logements en vente.



Nicolas, 49 ans

Il faut favoriser au maximum la location-vente sans apport pour tout bien immobilier mis à la vente. Avec exonération de taxe foncière.



Bruno, 43 ans

Il faut pouvoir acheter son logement où l'on vit après un minimum de 2 ans de location



Thème 4

Fiscalité immobilière

Idée plébiscitée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Réduire les frais de mutation et d'acquisition immobilière

11 propositions

(en moyenne 75% pour, 12% contre et 14% neutre)

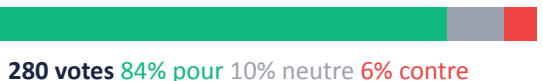
Les citoyens sont massivement
d'accord pour :

Réduire, voire de **supprimer**, les **droits de mutation** et les **frais de notaire** pour faciliter l'accès au logement. Plusieurs propositions suggèrent une baisse significative, de moitié ou à un maximum de 2%, notamment pour les **primo-accédants** et l'achat de **résidences principales**, afin d'aider les jeunes et les familles.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

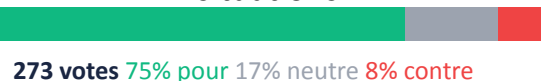
Philippe

Il faut diminuer de moitié les frais d'actes pour l'achat de sa résidence principale



Philippe, 45 ans

Il faut baisser les frais de mutation : 8,5% c'est du racket ! 2% maximum - frais de donation idem. ça débloquerait bien des situations



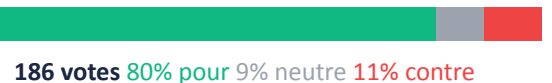
Jean Christophe

Il faut baisser les frais de mutation (dit de notaire) de moitié



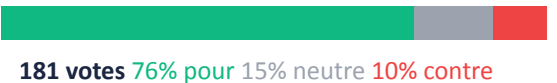
Helena

Il faut réduire les frais de notaires (pour l'achat)



Aurianne

Il faut réduire les frais de notaire



Mael, 32 ans

Il faut supprimer les droits de mutation (frais de notaire) pour les primo-accédants. Economiser 10% aidera vraiment les jeunes à acheter !



Idée controversée

Réformer la taxe foncière

6 propositions

(en moyenne 49% pour, 33% contre et 19% neutre)

Les citoyens se divisent sur :

La **réforme de la taxe foncière**, avec des propositions visant à en modifier profondément l'**assiette** et la **répartition**, en **la partageant davantage entre propriétaires et occupants**, en l'**allégeant** ou en la **supprimant** pour les ménages modestes, voire en rétablissant la taxe d'habitation.

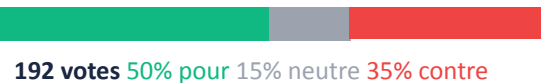
Analyse par groupes sociodémographiques

Aucune différence significative n'a été observée.

⚡ Exemples de propositions controversées :

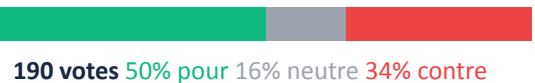
David

Il faut que les taxes foncières reposent sur l'ensemble des habitants, locataires et propriétaires.



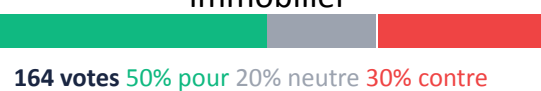
David

Il faut taxer les locataire pour les taxe foncière et d'habitation, un seul impôt mais pour tout le monde



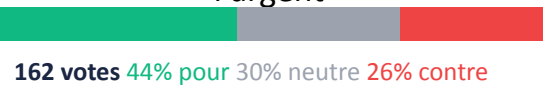
Jean, 42 ans

Il faut supprimer la taxe foncière pour remettre la taxe d'habitation. La hausse de la taxe foncière a découragé l'investissement immobilier



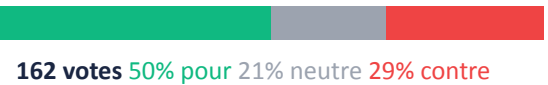
Mael, 32 ans

Il faut que la taxe foncière sur les bureaux vides aille à l'Etat pour pousser les communes à les préempter plutôt que d'encaisser l'argent



May, 64 ans

Il faut supprimer la taxe foncière pour les personnes à faibles revenus.



Christelle, 41 ans

Il faut exonérer de taxe foncière les travailleurs à faibles revenus. Et plus taxer les plus riches.



Idée controversée

Surtaxer les logements sous-occupés et les résidences secondaires

5 propositions

(en moyenne 40% pour, 44% contre et 16% neutre)

Analyse par groupes
sociodémographiques

Groupes plus favorables
Locataires : +35 pts pour

Groupes moins favorables
Hommes : +15 pts contre

Les citoyens se divisent sur :

La **surtaxation** des **logements sous-occupés** et des **résidences secondaires**, avec des propositions visant à taxer plus fortement les logements vacants, les résidences secondaires et les locations touristiques afin d'inciter leur remise sur le marché et d'améliorer l'accès au logement.

⚡ Exemples de propositions controversées :

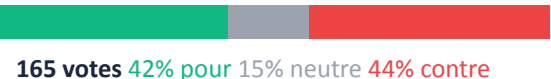
Joelle, 53 ans

Il faut surtaxer les maisons secondaires, les maisons vides et également taxer les Airbnb. Il est plus intéressant de faire du Airbnb sinon



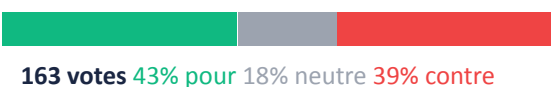
Philippe, 69 ans

Il faut taxer fortement les logements vides



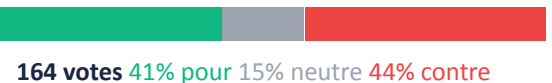
Elisabeth, 55 ans

Il faut surtaxer les locations de vacances et les résidences secondaires



Aurianne

Il faut taxer les logements vides et les résidences secondaires



Mathieu

Il faut taxer lourdement les résidences secondaires.



Thème 5

Construction et urbanisme

Idée plébiscitée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Prioriser la réhabilitation et la conversion du bâti existant

14 propositions

(en moyenne 77% pour, 10% contre et 13% neutre)

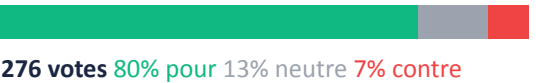
Les citoyens sont massivement
d'accord pour :

Prioriser la réhabilitation et la **conversion** des **bureaux et entrepôts vacants** en **logements**. Il faut également **récupérer et rénover** les **logements et bâtiments abandonnés** (y compris ceux de l'État) pour les proposer à la location ou à la vente, en impliquant activement les communes dans cette politique.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

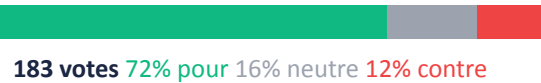
Elsa, 31 ans

Il faut réhabiliter les bureaux vacants (très nombreux) en logement.



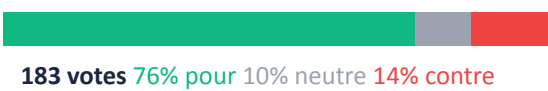
S, 59 ans

Il faut que les très nombreux logements vides soient occupés, que la construction de bureaux soit moindre



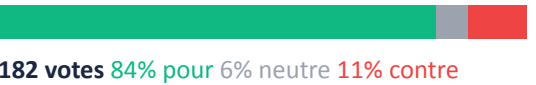
Sylviane

Il faut repérer les logements laissés à l'abandon, les récupérer, les rénover et les proposer à la location ou la vente



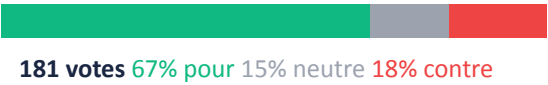
Fancy, 68 ans

Il faut proposer à l'achat des logements abandonnés (ex. à Roubaix)



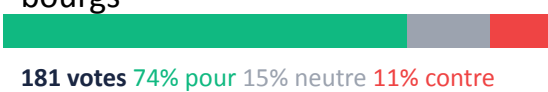
Natalia, 43 ans

Il faut arrêter de construire des immeubles 100% bureaux et pouvoir créer des logements dans les immeubles de bureaux existants



PASCALE, 64 ans

Il faut que chaque commune, petite ou grande ait une politique de logement. Il y a beaucoup trop de bâti ancien inoccupé dans nos bourgs



Idée plébiscitée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Revitaliser les territoires en déclin afin de rééquilibrer le locatif

Aucune différence significative n'a été observée.

5 propositions

(en moyenne 76% pour, 7% contre et 17% neutre)

Les citoyens sont massivement
d'accord pour :

Revitaliser les zones délaissées et de **rééquilibrer l'aménagement du territoire**. Cela passe par la **stimulation de l'économie des villes moyennes** et des petites communes, le développement d'**infrastructures de lien**, et l'**incitation des entreprises à se décentraliser**. L'objectif est de créer des emplois et de redonner de l'attractivité à ces territoires, rendant ainsi le logement plus accessible.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

Martine, 75 ans

Il faut permettre à certaines régions de revivre je pense au massif central où de nombreux logements sont vides faute de locataires ou achat

262 votes 75% pour 18% neutre 7% contre

Grégoire, 49 ans

Il faut stimuler l'économie des villes moyennes pour développer les infrastructures du lien entre territoires, plutôt que la densification.

261 votes 67% pour 29% neutre 3% contre

nicolas, 44 ans

Il faut faire revenir les entreprises dans les zones sous-peuplées, sinon les gens doivent migrer dans les zones surpeuplées chères

182 votes 77% pour 13% neutre 10% contre

Balp, 34 ans

Il faut inciter les entreprises à se décentraliser des métropoles pour proposer des emplois dans des villes où l'immobilier est accessible

181 votes 74% pour 15% neutre 11% contre

Julien, 42 ans

Il faut travailler sérieusement à redonner de l'attractivité aux petites et moyennes communes. Via travail, écoles, commerces. Pour y vivre.

130 votes 89% pour 7% neutre 4% contre

■ % votes "pour" ■ % votes "neutre" ■ % votes "contre"

Thème 6

Logement social

Idée plébiscitée

Rendre le logement social temporaire et réévalué périodiquement

11 propositions
(en moyenne 76% pour, 11% contre et 13% neutre)

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Faire du **logement social** un dispositif **temporaire**, avec des **contrôles** stricts et une **réévaluation** régulière des dossiers des bénéficiaires. Ils estiment que les ménages dont la situation financière s'est améliorée devraient quitter le parc social afin que celui-ci bénéficie en priorité à ceux qui en ont besoin.

Analyse par groupes sociodémographiques

Groupes moins favorables
Locataires : -10 pts pour

Exemples de propositions consensuelles :

ewen, 62 ans

Il faut que le HLM ne soit plus un acquis indéfini, mais fonction de l'évolution annuelle du foyer (nombre occupants, revenus, biens..)



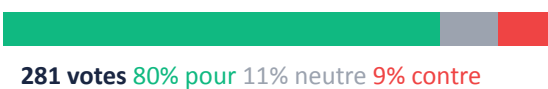
Frederic, 56 ans

Il faut sortir des logements HLM ceux qui ont la capacité de louer dans le privé après amélioration de leur situation.



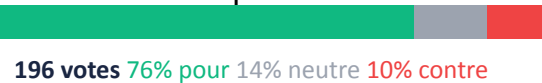
Victor, 39 ans

Il faut des contrôles plus strictes sur l'attribution des logements sociaux et des révisions régulières des dossiers des bénéficiaires.



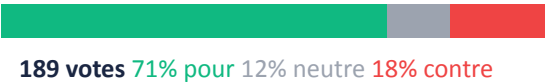
ewen, 62 ans

Il faut enfin gérer en HLM les "locataires installés à vie" alors que revenus supérieurs au plafond. Le surloyer est beaucoup trop faible.



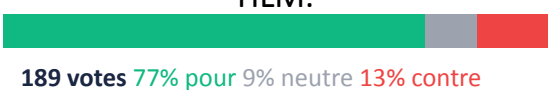
Fancy, 68 ans

Il faut que les logements sociaux ne soient plus accordés à vie et encore moins de père en fils !!



Séverine

Il faut que les bénéficiaires de HLM soient contrôlés tous les 5 ans pour être sûr que leurs conditions justifient d'être en HLM.



Idée plébiscitée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Réformer les critères d'éligibilité et de priorité des logements sociaux

7 propositions

(en moyenne 74% pour, 11% contre et 14% neutre)

Aucune différence significative n'a été observée.

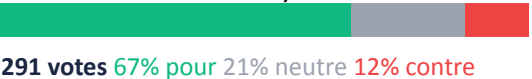
Les citoyens sont massivement d'accord pour :

La réforme des critères d'éligibilité au logement social. Elle implique de **réserver l'accès** aux citoyens français ou étrangers en mission de service public, exigeant une **situation régulière** et des **loyers à jour**. Il est aussi crucial de **revoir intégralement les critères**, de **mettre fin à la corruption**, d'**encadrer l'attribution** avec des priorités claires et de refuser les logements aux **mauvais locataires**.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

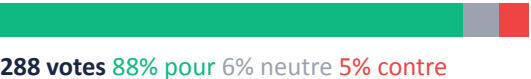
ewen, 62 ans

Il faut pour accéder à un logement social une situation régulière, loyer à jour. 20% de locataires en situation d'impayé en 2024(source USH)



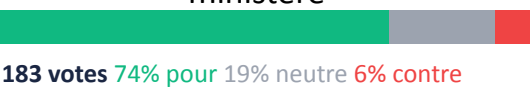
Guillaume, 33 ans

Il faut intégralement revoir les critères d'éligibilité aux logements sociaux et mettre fin à la corruption.



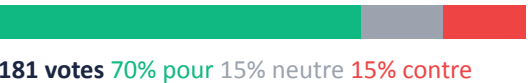
Pat, 63 ans

Il faut encadrer l'attribution de logements sociaux, qualifier les critères et priorités avec une cohésion sociale territoriale et ministère



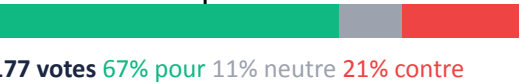
Lucienne, 78 ans

Il faut refuser de louer des HLM aux mauvais locataires qui ont dégradé leur logement privé pour le faire déclarer insalubre



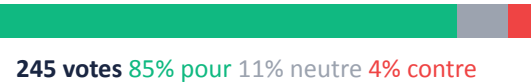
Mael, 32 ans

Il faut réserver le logement social aux détenteurs de la nationalité française, ou aux étrangers remplissant une mission de service public



Jean, 42 ans

Il faut plus de transparence sur les attributions de logements sociaux. Certains les reçoivent beaucoup plus vite que d'autres demandeurs.



Thème 7

Rénovation et amélioration de l'habitat

Idée plébiscitée

Analyse par groupes
sociodémographiques

Renforcer les aides à la rénovation des logements

18 propositions

(en moyenne 76% pour, 11% contre et 13% neutre)

Les citoyens sont massivement
d'accord pour :

Renforcer les aides et d'**obliger les propriétaires** à rénover les logements locatifs, notamment les passoires thermiques (G et F), en contrepartie d'un **contrôle des prix** des entreprises. Cela passe par une **amélioration des aides**, des **déductions fiscales** et une **défiscalisation totale** des travaux d'économie d'énergie, avec un engagement de location, pour rendre les biens plus attractifs.

♥ Exemples de propositions consensuelles :

Bernard, 72 ans

Il faut déduire des impôts les frais d'amélioration de l'habitat locatif (énergie, électricité, chauffage, isolation, climatisation...)



269 votes 80% pour 11% neutre 8% contre

Morgan, 47 ans

Il faut une défiscalisation totale et sans plafond des travaux d'économie d'énergie pour les logements loués (avec un engagement de louer.)



262 votes 74% pour 13% neutre 13% contre

Cathy

Il faut améliorer les aides aux bailleurs privés pour la rénovation des biens locatifs.



261 votes 67% pour 16% neutre 17% contre

Frederic, 65 ans

Il faut créer une déduction fiscale pour stimuler et accélérer les améliorations énergétiques faites dans des logements en location.



183 votes 75% pour 13% neutre 12% contre

Magalie, 42 ans

Il faut continuer à soutenir les travaux de rénovations faits par les propriétaires pour que les locations soient plus attractives



182 votes 79% pour 10% neutre 12% contre

Lucienne, 78 ans

Il faut obliger les propriétaires et les aider à faire les travaux au lieu de leur interdire de louer



181 votes 72% pour 12% neutre 16% contre

■ % votes "pour" ■ % votes "neutre" ■ % votes "contre"

Thème 8

Modèles alternatifs de logement et de propriété

Idée controversée

Développer l'habitat partagé et intergénérationnel

5 propositions

(en moyenne 44% pour, 30% contre et 26% neutre)

Analyse par groupes
sociodémographiques

Groupes plus favorables
45-54 : +21 pts pour

Groupes moins favorables
Hommes : -16 pts pour

Les citoyens se divisent sur :

Le développement de l'**habitat partagé** et **intergénérationnel** est proposé pour réduire les coûts et optimiser l'espace. Les points controversés portent sur la **mutualisation** poussée des espaces, équipements et services, la transformation de bâtisses, et l'adaptation des intérieurs (chambres privées, pièces communes). Le développement de **colocations** et **coliving intergénérationnels** est également soulevé.

⚡ Exemples de propositions controversées :

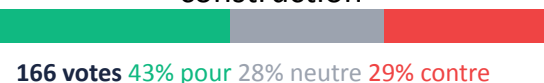
Heduin, 63 ans

Il faut développer le coliving intergénérationnel : optimisation des mètres carrés et partage des services



PASCALE, 64 ans

Il faut multiplier les logements partagés pour mutualiser certains espaces et équipements et faire ainsi baisser les coûts de construction



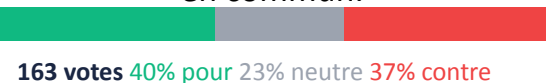
Laurence, 58 ans

Il faut transformer les grandes bâtisses en appartements toute génération confondu, avec électroménager partagé



Martine, 70 ans

Il faut favoriser le logement partagé en adaptant les espaces intérieurs, chacun sa chambre et sa SDB, cuisine, salon et lingerie en commun.



Isabelle, 69 ans

Il faut proposer plus de colocations intergénérationnelles ou autres et l'achat possible par plusieurs familles



Annexe

Annexe 1.1 : Résultats d'analyse par groupe sociodémographique

	Plus favorables	Moins favorables
Hommes	Alléger la réglementation pour stimuler l'offre locative (+16 pts pour)	- Développer l'habitat partagé et intergénérationnel (-16 pts pour) - Limiter la multipropriété et lutter contre la spéculation immobilière (+15 pts contre) - Surtaxer les logements sous-occupés et les résidences secondaires (+15 pts contre) - Lutter fortement contre les logements vacants et sous-occupés (+15 pts contre) - Développer des modèles d'accession progressive à la propriété (-12 pts pour) - Prioriser la réhabilitation et la conversion du bâti existant (-12 pts pour) - Restreindre fortement ou interdire les locations touristiques de courte durée (+12 pts contre) - Faciliter l'accès au crédit pour les primo-accédants (-10 pts pour) - Mieux protéger les locataires face aux manquements des bailleurs (-10 pts pour) - Encadrer et limiter les locations touristiques (-8 pts pour) - Réduire les frais de mutation et d'acquisition immobilière (+7 pts contre) - Renforcer les aides à la rénovation des logements (+5 pts contre)
Île-de-France		Faciliter l'accès au crédit pour les primo-accédants (+6 pts contre)
Occitanie	Accélérer les procédures d'expulsion pour impayés et squat (+4 pts contre)	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Prioriser la réhabilitation et la conversion du bâti existant (+10 pts pour)	
Bretagne		Généraliser la location-accession pour accéder à la propriété (-22 pts pour)

Note : les résultats proviennent de tests statistiques Khi² comparant la perception des idées selon les différents groupes sociodémographiques. Seuls les résultats significatifs au seuil de 99,99 % sont affichés. Les groupes ou les idées qui ne sont pas mentionnés ne présentent pas de différences statistiquement significatives. Les écarts en points reportés correspondent à la différence du pourcentage de votes « pour » ou « contre » par rapport au reste de la population.

Annexe 1.2 : Résultats d'analyse par groupe sociodémographique



	Plus favorables	Moins favorables
Locataires	• Surtaxer les logements sous-occupés et les résidences secondaires (+35 pts pour) • Généraliser la location-accession pour accéder à la propriété (+32 pts pour) • Limiter la multipropriété et lutter contre la spéculation immobilière (+28 pts pour) • Lutter fortement contre les logements vacants et sous-occupés (+28 pts pour) • Restreindre fortement ou interdire les locations touristiques de courte durée (+19 pts pour) • Mieux protéger les locataires face aux manquements des bailleurs (+16 pts pour) • Prioriser la réhabilitation et la conversion du bâti existant (+14 pts pour) • Développer des modèles d'accession progressive à la propriété (+13 pts pour) • Renforcer et étendre le Prêt à Taux Zéro (+12 pts pour) • Faciliter l'accès au crédit pour les primo-accédants (+11 pts pour) • Assouplir les critères d'octroi de crédit immobilier (+9 pts pour) • Encadrer et limiter les locations touristiques (+9 pts pour)	• Alléger la réglementation pour stimuler l'offre locative (-21 pts pour) • Accélérer les procédures d'expulsion pour impayés et squat (-18 pts pour) • Renforcer la sécurité des propriétaires face aux impayés et aux squats (-16 pts pour) • Instaurer un registre national des locataires mauvais payeurs (-15 pts pour) • Rendre le logement social temporaire et réévalué périodiquement (-10 pts pour)

Note : les résultats proviennent de tests statistiques Khi² comparant la perception des idées selon les différents groupes sociodémographiques. Seuls les résultats significatifs au seuil de 99,99 % sont affichés. Les groupes ou les idées qui ne sont pas mentionnés ne présentent pas de différences statistiquement significatives. Les écarts en points reportés correspondent à la différence du pourcentage de votes « pour » ou « contre » par rapport au reste de la population.

Annexe 1.3 : Résultats d'analyse par groupe sociodémographique



	Plus favorables	Moins favorables
18-24 ans		- Renforcer la sécurité des propriétaires face aux impayés et aux squats (-32 pts pour) - Accélérer les procédures d'expulsion pour impayés et squat (-20 pts pour)
25-34 ans		- Réformer le rôle du DPE dans la régulation du logement (-10 pts pour) - Accélérer les procédures d'expulsion pour impayés et squat (-9 pts pour)
35-44 ans	Mieux protéger les locataires face aux manquements des bailleurs (-9 pts pour)	
45-54 ans	Développer l'habitat partagé et intergénérationnel (+21 pts pour)	
55-64 ans	- Faciliter l'accès au crédit pour les primo-accédants (+7 pts pour) - Renforcer la sécurité des propriétaires face aux impayés et aux squats (+6 pts pour)	
65 ans et plus	- Renforcer la sécurité des propriétaires face aux impayés et aux squats (+6 pts pour) - Accélérer les procédures d'expulsion pour impayés et squat (+5 pts pour)	

Note : les résultats proviennent de tests statistiques Khi² comparant la perception des idées selon les différents groupes sociodémographiques. Seuls les résultats significatifs au seuil de 99,99 % sont affichés. Les groupes ou les idées qui ne sont pas mentionnés ne présentent pas de différences statistiquement significatives. Les écarts en points reportés correspondent à la différence du pourcentage de votes « pour » ou « contre » par rapport au reste de la population.

Annexe 2 : Résultats du vote sur les propositions initiales



Proposition	Nb de votes	% pour	% contre	% neutre
Il faut des contrôles plus strictes sur l’attribution des logements sociaux et des révisions régulières des dossiers des bénéficiaires.	275	80%	9%	11%
Il faut faciliter les prêts pour les primo-accédants et développer des logements abordables.	270	84%	7%	9%
Il faut baisser la fiscalité des petits propriétaires bailleurs pour inciter à l'investissement locatif.	268	78%	12%	11%
Il faut pouvoir transférer son prêt sur un nouveau bien en cas de déménagement (transférabilité des prêts)	264	83%	6%	11%
Il faut créer des exonérations fiscales temporaires pour les biens à rénover dans les zones rurales.	268	78%	8%	14%
Il faut autoriser les prêts familiaux encadrés, exonérés d'impôts, pour faciliter la transmission de patrimoine.	269	76%	12%	12%
Il faut encadrer la location d'habitats résidentiels pour le tourisme pour conserver assez de logements pour les habitants permanents.	244	78%	10%	12%
Il faut renvoyer les locataires du parc public, déjà propriétaires d'un bien, vers le parc privé.	262	74%	10%	16%
Il faut construire des immeubles où peuvent cohabiter jeunes et seniors, avec des espaces partagés	260	68%	14%	18%
Il faut créer des logements avec la possibilité de commencer par les louer, avant d'en devenir propriétaire (achats modulaires)	256	63%	16%	21%

Annexe 2 : Résultats du vote sur les propositions initiales



Proposition	Nb de votes	% pour	% contre	% neutre
Il faut ajuster la taxe foncière selon les revenus de son propriétaire pour un impôt plus juste et moins pesant pour les foyers modestes.	224	55%	36%	8%
Il faut des grilles de loyer indexées sur la performance énergétique du logement pour inciter à la rénovation énergétique.	188	47%	37%	16%
Il faut taxer plus lourdement les logements vacants au-delà d'une certaine durée d'inoccupation, pour encourager leur remise sur le marché.	234	55%	31%	15%
Il faut simplifier les procédures sur les permis de construire pour permettre plus de construction et lever les freins administratifs	266	55%	27%	19%
Il faut permettre aux parents et grands-parents d'hypothéquer leur bien pour contribuer au financement des biens de leurs enfants	193	35%	43%	23%
Il faut renforcer l'encadrement des prix des loyers dans les grandes villes.	186	51%	30%	20%
Il faut renforcer les contrôles sur la discrimination aux logements et établir des sanctions lourdes et punitives pour le propriétaire.	188	40%	29%	31%
Il faut imposer un quota de constructions obligatoires dans les communes de moins de 100 000 habitants.	190	28%	43%	29%

MAKE.
ORG